

RCS : BOURG EN BRESSE

Code greffe : 0101

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de BOURG EN BRESSE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2006 B 00721

Numéro SIREN : 378 239 974

Nom ou dénomination : COTELAC

Ce dépôt a été enregistré le 20/06/2018 sous le numéro de dépôt 4862

Greffe du tribunal de commerce de BOURG-EN-BRESSE



Documents comptables déposés en annexe du RCS

Dépôt :

Date de dépôt : 20/06/2018

Numéro de dépôt : 2018/4862

Déposant :

Nom/dénomination : COTELAC

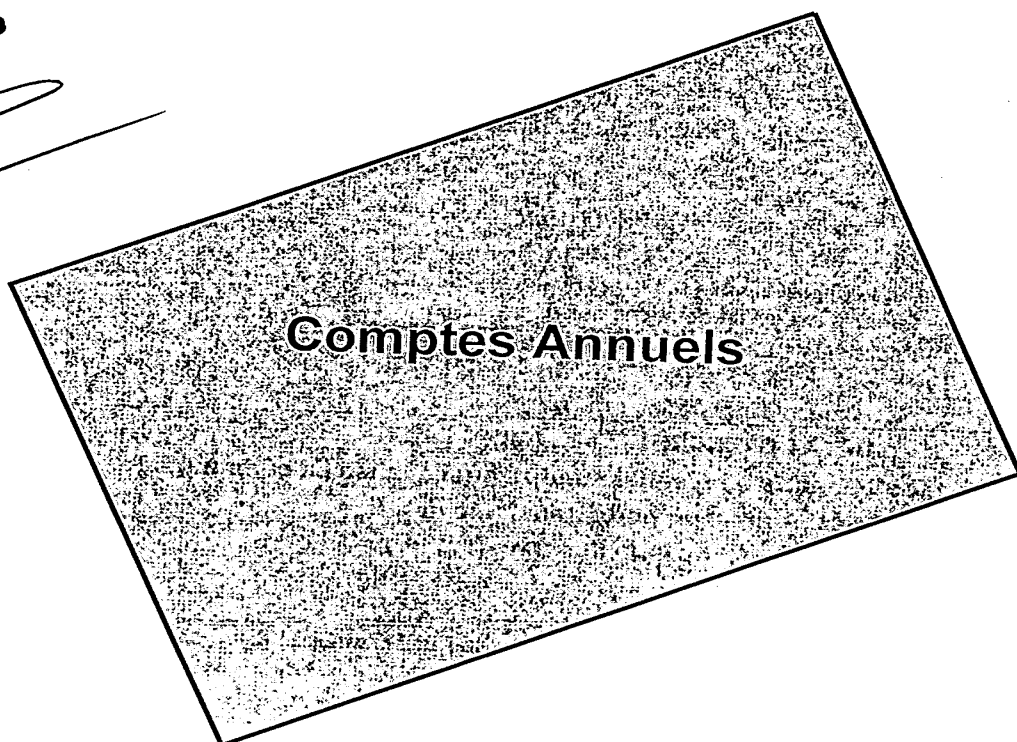
Forme juridique : Société par actions simplifiée

N° SIREN : 378 239 974

N° gestion : 2006 B 00721

COMPTES ANNUELS **2017**
Période du 01/01/2017 au 31/12/2017

Copie certifiée conforme



Comptes Annuels



AGI CONSEIL
Expertise comptable



Compte de résultat 1/2

	France	Exportations	31/12/2017	31/12/2016
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises				
Production vendue (biens)	300 074 831	4 231 494	34 306 324	32 946 185
Production vendue (services)	62 243	31 413	93 656	87 207
Chiffre d'affaires net	300 137 074	4 262 907	34 399 980	33 033 392
Production stockée			-90 690	681 244
Production immobilisée			32 393	13 671
Subventions d'exploitation			2 229 327	1 884 712
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges			12 824	45 599
Autres produits			36 583 834	35 658 617
Total produits d'exploitation (I)				
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises				
Variations de stock			8 059 892	8 537 050
Achats de matières premières et autres approvisionnements			3 226	-47 974
Variations de stock			10 921 841	10 946 506
Autres achats et charges externes (a)			1 131 939	1 140 109
Impôts, taxes et versements assimilés			7 816 555	7 357 273
Salaires et traitements			2 887 919	2 746 476
Charges sociales				
Dotations aux amortissements et dépréciations :				
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements			911 878	1 014 163
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations			410 000	
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			2 128 345	2 068 210
- Pour risques et charges : dotations aux provisions			196 990	78 000
Autres charges			148 972	138 953
Total charges d'exploitation (II)			34 611 104	33 978 765
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			1 972 730	1 679 852
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers				
De participation (3)			266 043	420 875
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				536
Autres intérêts et produits assimilés (3)			11 830	13 009
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				1 288
Différences positives de change			24 040	13 327
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total produits financiers (V)			301 913	449 035
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions			2 288	34 113
Intérêts et charges assimilées (4)			390 617	311 700
Différences négatives de change			31 143	11 648
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total charges financières (VI)			424 048	357 461
RESULTAT FINANCIER (V-VI)			-122 136	91 574
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)			1 850 595	1 771 426

Mission non normalisée

Compte de résultat 2/2

	31/12/2017	31/12/2016
Produits exceptionnels		
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges	330 925,00	149 917,57
Total produits exceptionnels (VII)	254 769,00	
	585 694,00	149 917,57
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	94 957,92	1 162 794,05
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	636 786,17	
Total charges exceptionnelles (VIII)	456 176,54	467 852,79
	1 187 920,63	1 630 646,84
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	-602 226,63	-1 480 729,27
Impôts sur les bénéfices (X)		
	10 933,00	-224 709,00
Total des produits (I+III+V+VII)		
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	37 471 440,89	36 257 570,00
	36 234 005,70	35 742 164,28
BENEFICE OU PERTE	1 237 435,19	515 405,72
- Redevances de crédit-bail mobilier		
(3) Dont produits concernant les entités liées	3 301,74	204,16
(4) Dont intérêts concernant les entités liées	273 238,46	420 875,00
	9 095,95	31 649,00

Mission non normalisée



AGI CONSEIL
Expertise comptable

SAS COTELAC

COMPTES ANNUELS



Bilan Actif et Passif

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net au 31/12/17	Net au 31/12/16
ACTIF				
Immobilisations incorporelles				
Concessions, brevets et droits assimilés	647 393	597 821	49 572	31 298
Fonds commercial	14 849 717	410 000	14 439 717	14 378 862
Autres immobilisations incorporelles	9 284	9 284		
Immobilisations corporelles				
Terrains	14 126		14 126	14 126
Constructions	578 756	545 931	32 825	40 199
Installations techniques, matériel et outilla	607 770	541 381	66 390	68 578
Autres immobilisations corporelles	12 798 323	11 072 739	1 725 584	2 057 633
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	77 070	34 113	42 957	556 365
Autres immobilisations financières	940 473		940 473	961 017
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	30 522 912	13 211 268	17 311 644	18 108 079
Stocks				
Matières premières et autres approv.	1 123 453		1 123 453	1 120 227
Produits intermédiaires et finis	10 951 873	2 031 120	8 920 753	8 974 987
Créances				
Clients et comptes rattachés	3 779 657	109 314	3 670 343	4 072 145
Fournisseurs débiteurs	28 227		28 227	744
Personnel	6 777		6 777	14 192
Etat, Impôts sur les bénéfices	998 416		998 416	881 807
Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires	195 461		195 461	168 531
Autres créances	1 068 594	2 288	1 066 306	1 037 269
Divers				
Avances et acomptes versés sur comman	1 075		1 075	1 075
Disponibilités	2 957 843		2 957 843	1 952 208
Charges constatées d'avance	574 825		574 825	411 291
TOTAL ACTIF CIRCULANT	21 686 201	2 142 722	19 543 479	18 634 477
Ecarts de conversion - Actif	196 990		196 990	
COMPTES DE REGULARISATION	196 990		196 990	
TOTAL ACTIF	52 406 103	15 353 990	37 052 113	36 742 556

Mission non normalisée



[Signature]

Bilan Actif et Passif

	Net au 31/12/17	Net au 31/12/16
PASSIF		
Capital social ou individuel		
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	1 360 800	1 360 800
Réserve légale	5 473 532	5 473 532
Autres réserves	136 080	136 080
Report à nouveau	12 335 916	11 820 510
Résultat de l'exercice	194 770	194 770
TOTAL CAPITAUX PROPRES	1 237 435	515 406
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES	20 738 533	19 501 098
Provisions pour risques		
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	1 012 611	425 271
Emprunts	1 012 611	425 271
Découverts et concours bancaires	9 672 616	10 178 246
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	336	12 310
Emprunts et dettes financières diverses - Associés	9 672 952	10 190 556
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	100	961 363
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	24 998	39 087
Personnel	2 908 626	2 732 710
Organismes sociaux	854 173	844 650
Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires	840 545	857 225
Autres dettes fiscales et sociales	551 884	463 766
Dettes fiscales et sociales	386 260	213 958
Autres dettes	2 632 862	2 379 598
TOTAL DETTES	61 431	96 676
Ecart de conversion - Passif	15 300 969	16 399 991
		416 196
TOTAL PASSIF	37 052 113	36 742 556

Mission non normalisée

COMPTES ANNUELS

2017

Période du 01/01/2017 au 31/12/2017

Annexes



AGI CONSEIL
Expertise comptable



Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SAS COTELAC

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2017, dont le total est de 37 052 113 euros
et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 1 237 435 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2017 au 31/12/2017.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 16/03/2018 par les dirigeants de l'entreprise.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2017 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2016-07 du 4 novembre 2016 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Application du règlement 2016-05 relatif aux actifs incorporels :

Les fonds commerciaux comptabilisés au bilan sont assimilés à des droits au bail du fait que la quasi totalité des rachats de boutique se fait par rapport à leur emplacement et non par rapport à leur rentabilité passée ou future.

Ces droits au bail font l'objet d'un test de dépréciation uniquement si un indice de perte de valeur a été identifié.

L'indice de perte de valeur est réalisé sur une approche multicritère objective reposant notamment sur un multiple de CA et un rapprochement des performances économiques de chaque boutique. L'examen est sujet à appréciation et interprétation par le dirigeant en fonction d'autres critères internes et externes.

Sur l'exercice 2017, suite à un indice de perte de valeur, il a été procédé à un test de dépréciation sur la boutique de Paris CHERCHE MIDI.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Mission non normalisée



Règles et méthodes comptables

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Agencements des constructions : 10 à 20 ans
- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine. L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur. Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué : la valeur nette comptable de l'actif immobilisé est comparée à sa valeur actuelle. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière, si l'actif continue à être utilisé, est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation. Toutefois, lorsque la valeur actuelle n'est pas jugée notablement, c'est à dire de manière significative, inférieure à la valeur nette comptable, cette dernière est maintenue au bilan. La comptabilisation d'une dépréciation modifie de manière prospective la base amortissable de l'actif déprécié.

Fonds commercial

Dans le cadre de l'application du règlement ANC n°2015-06, l'entreprise considère que l'usage de son fonds commercial n'est pas limité dans le temps. Un test de dépréciation est effectué en comparant la valeur nette comptable du fonds commercial à sa valeur vénale ou à la valeur d'usage. La valeur vénale est déterminée suivant des critères de rentabilité économique, d'usages dans la profession. Une provision pour dépréciation est comptabilisée le cas échéant.

Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du coût moyen pondéré. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est prise en compte lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Mission non normalisée

Règles et méthodes comptables

Frais d'émission des emprunts

Les frais d'émission des emprunts sont pris en compte immédiatement dans les charges de l'exercice.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Opérations en devises

Lors d'acquisition d'actif en monnaie étrangère, le taux de conversion utilisé est le taux de change à la date d'entrée ou, le cas échéant, celui de la couverture si celle-ci a été prise avant l'opération. Les frais engagés pour mettre en place les couvertures sont également intégrés au coût d'acquisition.

Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en écart de conversion.

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques, en totalité suivant les modalités réglementaires.

Engagement de retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Les engagements correspondants font l'objet d'une mention intégrale dans la présente annexe.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 2,1 %
- Taux de croissance des salaires : 1,5 %
- Age de départ à la retraite : 67 ans
- Taux de rotation du personnel : 10 %
- Table de taux de mortalité : (table INSEE TD 88-90)

Crédit d'impôt compétitivité et emploi

Le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) correspondant aux rémunérations éligibles de l'année civile 2017 a été constaté pour un montant de 427 542 euros. Conformément à la recommandation de l'Autorité des normes comptables, le produit correspondant a été porté au crédit du compte 649 - Charges de personnel - CICE.

Le produit du CICE comptabilisé au titre de l'exercice vient en diminution des charges d'exploitation et est imputé sur l'impôt sur les sociétés dû au titre de cet exercice.

Mission non normalisée



Faits caractéristiques

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

En date du 30 novembre 2017, la société a absorbé sa filiale SCI DES 2 LACS avec effet rétroactif au 1er janvier 2017.

L'opération a généré un vrai mali de fusion, non déductible, pour 345 k€.

Coinsidérant que la valeur des titres de la SCI dans les comptes de COTELAC pouvait être assimilée à la valeur vénale du bâtiment, sur ces 345 k€, 235 k€ ont été affectés en exceptionnel, en contrepartie du prix de cession du bâtiment des Neyrolles cédé pour 250 k€ (détenu initialement par la SCI DES 2 LACS), de manière à neutraliser le caractère exceptionnel de cette cession.

Le solde a été comptabilisé en charge financière, soit 110 k€.

Depuis le 1er janvier 2017, les gains et pertes de change sur créances et dettes à caractère commerciales sont comptabilisés en résultat d'exploitation et non en résultat financier.

Sur l'exercice, les gains et pertes de change constatés proviennent de la conversion des comptes bancaires en devise et restent donc comptabilisés en résultat financier.

En fin d'exercice, la conversion des dettes et créances de nature commerciale au cours de clôture a généré un écart de conversion actif pour 197 k€.

Cet écart a fait l'objet d'une provision pour perte de change dont la dotation a été comptabilisée en résultat d'exploitation.

Mission non normalisée



Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentatio	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial	14 578 862	577 569	306 714	14 849 717
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	601 929	54 748		656 677
Immobilisations incorporelles	15 180 791	632 317	306 714	15 506 394
- Terrains	14 126	15 219	15 219	14 126
- Constructions sur sol propre		631 959	631 959	
- Constructions sur sol d'autrui	1 717		1 717	
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	566 275	12 481		578 756
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	572 683	35 088		607 770
- Installations générales, agencements aménagements divers	11 983 192	442 882	522 554	11 903 521
- Matériel de transport	314 442	98 691	118 521	294 613
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	597 615	35 779	33 205	600 189
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	14 050 050	1 272 099	1 323 174	13 998 975
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	590 478	15	513 424	77 070
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	961 017	14 477	35 021	940 473
Immobilisations financières	1 551 495	14 492	548 445	1 017 542
ACTIF IMMOBILISE	30 782 336	1 918 909	2 178 333	30 522 912

Mission non normalisée



Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions	632 317	640 140	14 492	1 286 950
Apports		631 959		631 959
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice	632 317	1 272 099	14 492	1 918 909
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions	306 714	765 700	548 445	1 620 859
Scissions		557 474		557 474
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice	306 714	1 323 174	548 445	2 178 333

Immobilisations incorporelles

Fonds commercial

	31/12/2017
Éléments achetés	7 364 944
Éléments réévalués	
Éléments reçus en apport	
Total	7 364 944

Les fonds de commerce inscrits à l'actif sont évalués à leur valeur vénale.

Dans les faits, comme évoqué en début d'annexe, ceux-ci sont assimilés à des droit au bail.

Les valeurs estimées de "marché" de ces droits au bail sont au moins égales aux valeurs nettes comptables en dehors du fonds de Paris CHERCHE MIDI qui a fait l'objet d'une dépréciation.

Dépréciation du fonds commercial : 410 000 euros

La dépréciation sur fonds commercial s'élève à 410 000 € et concerne la boutique de Paris CHERCHE MIDI.
 La dépréciation s'appuie sur une évaluation de la valeur du droit au bail effectuée par un expert indépendant.

Mission non normalisée

Notes sur le bilan

Immobilisations financières

Liste des filiales et participations

Renseignements détaillés sur chaque titre

	Capital	Capitaux propres (autres que le capital)	Quote-pa du capita détenue	Résultat du dernier exercice clo
- Filiales (détenues à + 50 %)				
COTELAC HISPANIA 08007 BARCELONA	60 102	-500 991	100,00	56 162
COTELAC JAPAN YK 99999 OSAKA 583-0007	37 801	498 137	100,00	158 675
COTELAC BELGIUM 1000 BRUXELLES	20 000	-174 418	100,00	19 003
EURL ELLAC 44000 NANTES	5 000	-12 508	100,00	17 711
US COTE 99999 SEATTLE WA 98101	34 114	-1 280 075	100,00	31 161
- Participations (détenues entre 10 et 50%)				

Renseignements globaux sur toutes les filiales

	Valeur comptable Brute	Valeur comptable Nette	Montant des prêts et avances	Cautions et avals	Dividendes encaissés
- Filiales (détenues à + 50 %)	76 916	42 804	910 544		266 043
- Participations (détenues entre 10 et 50%)					
- Autres filiales françaises					
- Autres filiales étrangères					
- Autres participations françaises					
- Autres participations étrangère					

Les chiffres communiqués sur les filiales sont en €.

Les chiffres sont relatifs à ceux utilisés pour les comptes consolidés du groupe.

Mission non normalisée

Notes sur le bilan
Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentatio	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	570 630	36 474		607 105
Immobilisations incorporelles	570 630	36 474		607 105
- Terrains				
- Constructions sur sol propre		631 959	631 959	
- Constructions sur sol d'autrui	1 717		1 717	
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	526 076	19 855		545 931
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	504 105	37 276		541 381
- Installations générales, agencements aménagements divers	10 145 337	749 718	519 541	10 375 514
- Matériel de transport	141 960	57 644	50 566	149 038
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	550 320	31 072	33 205	548 187
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	11 869 514	1 527 524	1 236 987	12 160 050
ACTIF IMMOBILISE	12 440 145	1 563 998	1 236 987	12 767 155

Mission non normalisée

 Notes sur le bilan

Actif circulant

Stocks

Les flux s'analysent comme suit :

	A la fin de l'exercice	Au début de l'exercice	Augmentatio des stocks	Diminution des stocks
Marchandises				
Marchandises revendues en l'état				
Approvisionnements				
Matières premières	1 123 453	1 120 227	3 226	
Autres approvisionnements				
Total I	1 123 453	1 120 227	3 226	
Production				
Produits intermédiaires				
Produits finis	10 951 873	11 042 563		90 690
Produits résiduels				
Autres				
Total II	10 951 873	11 042 563		90 690
Production en cours				
Produits				
Travaux				
Etudes				
Prestations de services				
Autres				
Total III				
Production stockée				90 690

Les produits en cours de production sont évalués à leur coût de production.

Les produits finis sont évalués à leur prix de revient.

La méthode de valorisation n'a pas été modifiée par rapport à l'exercice précédent.

Mission non normalisée



Notes sur le bilan

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 7 592 429 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	940 473		940 473
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	3 779 657	3 779 657	
Autres	2 297 475	2 297 475	
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	574 825	574 825	
Total	7 592 429	6 651 957	940 473
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Clients - Factures à établir	40 498
Fournisseurs AAR	28 227
Divers Produits à recevoir	30 146
Total	98 871

Mission non normalisée

 Notes sur le bilan

Dépréciation des actifs

Dépréciation des immobilisations

Fonds commercial / Droit au Bail Paris CHERCHE MIDI :

Une évaluation du droit au bail a été réalisée par un expert indépendant.

Le FDS COMMERCIAL rattaché a été déprécié de 410 000 € pour tenir compte de cette évaluation.

Titres US COTE :

Situation nette négative depuis plusieurs exercices.

Suite aux efforts réalisés, la marge opérationnelle est devenue positive en 2017.

Par prudence, la provision pour dépréciation sur les titres de participation a été maintenue.

Ces remarques viennent en complément de celles formulées pour la dépréciation du fonds commercial.

Dépréciation des stocks

Les stocks font l'objet d'une dépréciation à hauteur de 2 031 120 euros.

Les stocks et en cours font l'objet d'une dépréciation par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la date de clôture de l'exercice.

Les provisions sont déterminées en fonction de l'ancienneté et de l'historique d'écoulement des deux dernières saisons.

Les coefficients de dépréciation n'ont pas été modifiés par rapport à l'exercice précédent.

Dépréciation des créances

Les créances font l'objet d'une dépréciation à hauteur de 111 602 euros.

Pour rappel, il avait été procédé à un abandon de créance de 1 043 544 € au profit de la filiale US COTE en fin d'exercice 2016 afin d'assainir sa situation financière et limiter l'exposition au risque de non recouvrement chez COTELAC.

Cet abandon est assorti d'une clause de retour à meilleure fortune.

Les comptes de la filiale US se redresse mais ne permettent toujours pas de faire appliquer cette clause.

Mission non normalisée



Notes sur le bilan

Capitaux propres

Composition du capital social

Capital social d'un montant de 1 360 800,00 euros décomposé en 68 040 titres d'une valeur nominale de 20,00 euros.

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisée de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges	425 271	445 119	54 769		815 621
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change		196 990			196 990
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques					
et charges					
Total	425 271	642 109	54 769		1 012 611
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		196 990			
Financières		445 119	54 769		
Exceptionnelles					

Mission non normalisée

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 15 275 971 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un a	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	336	336		
- à plus de 1 an à l'origine	9 672 616	1 673 960	6 412 230	1 586 426
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 908 626	2 908 626		
Dettes fiscales et sociales	2 632 862	2 632 862		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	61 531	61 531		
Produits constatés d'avance				
Total	15 275 971	7 277 315	6 412 230	1 586 426
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice	1 067 386			
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	1 571 489			
(**) Dont envers les associés	100			

Mission non normalisée



Notes sur le bilan

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs FNP	307 624
Interet Cours	31 302
Provision CP en cours	396 868
Provision CP ecoules	254 268
Provision RTT	1 747
Personnel - Charges a Payer	102 045
Provision Heures Recuperation	18 530
Provision Prime Precarite	29 168
CS / Provision CP en cours	155 384
CS / Provision CP ecoules	101 707
CS / Provision RTT	968
Charges Sociales / Personnel CAP	40 818
CS / Prov Heures recuperation	7 412
CS / Prov Prime precarite	11 667
Etat Charges a Payer	173 908
Total	1 633 415

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges Constatees d avance	574 825		
Total	574 825		

Mission non normalisée

Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires

Répartition par marché géographique

	31/12/2017
Ventes de marchandises France	30 074 331
Ventes de marchandises UE	1 001 147
Ventes de marchandises export	3 237 702
Prestations de services Export	62 243
Autres produits France	24 557
TOTAL	34 399 980

Charges et Produits exceptionnels

Résultat exceptionnel

Résultat exceptionnel

	31/12/2017	31/12/2016
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital	330 925	149 918
Reprises sur provisions et transferts de charge	254 769	
Total des produits exceptionnels	585 694	149 918
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	94 958	1 162 794
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	636 786	
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	456 177	467 853
Total des charges exceptionnelles	1 187 921	1 630 647
Résultat exceptionnel	-602 227	-1 480 729

Mission non normalisée

 Notes sur le compte de résultat

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Pénalités, amendes fiscales et pénales	404	
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	94 553	
Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	636 786	
Amortissements des immobilisations	11 057	
Provisions pour risques et charges	445 119	
Produits des cessions d'éléments d'actif		330 750
Autres produits		175
Provisions pour risques et charges		54 769
Provisions pour dépréciation		200 000
TOTAL	1 187 921	585 694

Résultat et impôts sur les bénéfices

	Montant
Base de calcul de l'impôt	
Taux Normal - 33 1/3 %	39 841
Taux Normal - 28 %	
Taux Réduit - 15 %	
Plus-Values à LT - 15 %	
Concession de licences - 15 %	
Contribution locative - 2,5 %	
Crédits d'impôt	
Compétitivité Emploi	427 542
Crédit recherche	
Crédit formation des dirigeants	
Crédit apprentissage	
Crédit famille	
Investissement en Corse	
Crédit en faveur du mécénat	2 348
Autres imputations	

Mission non normalisée

Notes sur le compte de résultat

Ventilation de l'impôt

	Résultat avant Impôt	Impôt correspondant (*)	Résultat après Impôt
+ Résultat courant (**)	1 423 053	-425 395	1 848 448
+ Résultat exceptionnel	-602 227	8 786	-611 013
- Participations des salariés			
Résultat comptable	820 826	-416 609	1 237 435
(*) comporte les crédits d'impôt (et à ce titre le CICE) (**) Majoré du montant du CICE (montant repris de la colonne "Impôt correspondant")			

Mission non normalisée

 Notes sur le compte de résultat

Accroissements et allègements de la dette future d'impôt

La situation fiscale latente, compte tenu d'un taux d'impôt sur les sociétés valorisé à 28 % à hauteur de 500 000 € et 33 1/3 % au-delà, fait ressortir une créance future d'un montant de 62 039 euros. Ce montant ne tient pas compte d'un éventuel paiement de la contribution sociale sur les bénéfices.

	Montant
Accroissements de la dette future d'impôt	
Liés aux amortissements dérogatoires	
Liés aux provisions pour hausse des prix	
Liés aux plus-values à réintégrer	
Liés à d'autres éléments	
A. Total des bases concourant à augmenter la dette future	
Allègements de la dette future d'impôt	
Liés aux provisions pour congés payés	
Liés aux provisions et charges à payer non déductibles de l'exercice	221 569
Liés à d'autres éléments	
B. Total des bases concourant à diminuer la dette future	221 569
C. Déficits reportables	
D. Moins-values à long terme	
Estimation du montant de la créance future	62 039
Base = (A - B - C - D)	
Impôt valorisé au taux de 28 % à hauteur de 500 000 € et 33 1/3 % au-delà	

Mission non normalisée



Autres informations

Effectif

Effectif moyen du personnel : 247 personnes dont 6 handicapés.

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	26	
Agents de maîtrise et techniciens	94	
Employés	127	
Ouvriers		
Total	247	

L'effectif moyen sur 2017 a été de 337 salariés contre 249 en 2016

Identité de la société mère consolidant les comptes de la société

Dénomination sociale : PPO

Forme : SAS
SIREN : 531589281

Au capital de : 10 640 092 euros

Adresse du siège social :
ZA EN PRAGNAT NORD - 01500 AMBERIEU EN BUGEY

Mission non normalisée



Autres informations

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
Nantissement des fonds de commerce sur emprunts. Capital restant du	5 645 074
Garanties bancaires pour paiement à 1ère demande relative à certains baux commerciaux	149 000
Autres engagements donnés	5 794 074
Total	5 794 074
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	

Autres opérations non inscrites au bilan

Opérations non inscrites au bilan (détail par nature)

Engagements réciproques sur baux commerciaux.

Objectif commercial

La société a signé de nombreux baux commerciaux pour l'ensemble de ces établissements. Il existe donc un engagement réciproque entre la société et les bailleurs pour l'occupation des locaux et le paiement des loyers jusqu'au prochain renouvellement. Le montant de l'engagement est déterminé sur la base de l'évaluation détaillée faite en 2015, ce montant représentant en moyenne 2 années de loyers. L'actualisation détaillée n'ayant pas pu être faite en 2017, le montant de l'engagement a été estimé à 7,2 M€ en 2017 (sur la base de 2 ans de loyers telle qu'observée en 2015).

Mission non normalisée



Autres informations

Engagements reçus

	Montant en euros
Plafonds des découverts autorisés	
Caution PPO sur emprunt SG 620 K€	200 000
Avals et cautions	200 000
Garantie fonds national sur emprunt OSEO	760 000
Garantie BPI sur emprunt 500 k€ SG	110 228
Clause de retour à meilleure fortune - Créance US COTE	1 043 544
Autres engagements reçus	1 913 772
Total	2 113 772
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	1 043 544
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	200 000

Pour rappel, il avait été procédé à un abandon de créance de 1 043 544 € au profit de la filiale US COTE en fin d'exercice 2016.

Cet abandon est assorti d'une clause de retour à meilleure fortune.

Les comptes de la filiale US se redresse mais ne permettent toujours pas de faire appliquer cette clause.

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 516 885 euros

Crédit d'impôt compétitivité et emploi

Le CICE a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises à travers notamment des efforts en matière d'investissement, de reconstitution du fonds de roulement.

Mission non normalisée

COTELAC

S.A.S. au capital de 1 360 800 euros

ZA EN PRAGNAT NORD

01500 AMBERIEU EN BUGEY

R.C.S : BOURG EN BRESSE 378 239 974

**Rapport du Commissaire aux comptes
sur les comptes annuels****Exercice clos le 31 décembre 2017**

Siège Social : 14 Quai du Commerce - Immeuble Le Saphir - CP 113 - 69009 LYON - Société de commissariat aux comptes inscrite à LYON
SA au capital de 150 000 euros - RCS LYON 305 446 577 - TVA intracommunautaire FR46305446577

Audit | Conseil et corporate finance | Expertise comptable | Gestion sociale | Risk consulting



COTELAC

S.A.S. au capital de 1 360 800 euros

ZA EN PRAGNAT NORD

01500 AMBERIEU EN BUGEY

R.C.S : BOURG EN BRESSE 378 239 974

Aux associés,

1. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société COTELAC relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du (des) Commissaire(s) aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes.





3. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

- votre société possède à son actif des éléments incorporels ainsi que du stock de produits finis ;
- les modalités de détermination de la valeur de ces actifs sont indiquées dans la note « Règles et méthodes comptables » de l'annexe. Particulièrement, le paragraphe « Application du règlement 2016-05 relatif aux actifs incorporels » expose la définition des éléments incorporels et la méthode retenue.
- dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons vérifié le caractère raisonnable des méthodes utilisées pour l'évaluation de ces actifs et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Nos travaux ne nous ont pas conduits à remettre en cause le traitement comptable retenu et la présentation d'ensemble

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4. Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux associés

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D.441-4 du code de commerce, pris en application de l'article L. 441-6-1 dudit code, ne sont pas présentées dans le rapport de gestion.

5. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.





Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

6. Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Oyonnax, le 11 mai 2018

Avvens Audit

Membre de Crowe Horwath International

Commissaire aux comptes

Maurice GAVAGGIO
Associé



Annexe

Description détaillée des responsabilités du (des) Commissaire(s) aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation, et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude, ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.





Bilan Actif et Passif

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net au 31/12/17	Net au 31/12/16
ACTIF				
Immobilisations incorporelles				
Concessions, brevets et droits assimilés	647 393	597 821	49 572	31 298
Fonds commercial	14 849 717	410 000	14 439 717	14 378 862
Autres immobilisations incorporelles	9 284	9 284		
Immobilisations corporelles				
Terrains	14 126		14 126	14 126
Constructions	578 756	545 931	32 825	40 199
Installations techniques, matériel et outilla	607 770	541 381	66 390	68 578
Autres immobilisations corporelles	12 798 323	11 072 739	1 725 584	2 057 633
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	77 070	34 113	42 957	556 365
Autres immobilisations financières	940 473		940 473	961 017
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	30 522 912	13 211 268	17 311 644	18 108 079
Stocks				
Matières premières et autres approv.	1 123 453		1 123 453	1 120 227
Produits intermédiaires et finis	10 951 873	2 031 120	8 920 753	8 974 987
Créances				
Clients et comptes rattachés	3 779 657	109 314	3 670 343	4 072 145
Fournisseurs débiteurs	28 227		28 227	744
Personnel	6 777		6 777	14 192
Etat, Impôts sur les bénéfices	998 416		998 416	881 807
Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires	195 461		195 461	168 531
Autres créances	1 068 594	2 288	1 066 306	1 037 269
Divers				
Avances et acomptes versés sur comman	1 075		1 075	1 075
Disponibilités	2 957 843		2 957 843	1 952 208
Charges constatées d'avance	574 825		574 825	411 291
TOTAL ACTIF CIRCULANT	21 686 201	2 142 722	19 543 479	18 634 477
Ecart de conversion - Actif	196 990		196 990	
COMPTES DE REGULARISATION	196 990		196 990	
TOTAL ACTIF	52 406 103	15 353 990	37 052 113	36 742 556



Mission non normalisée



[Signature]

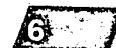


Bilan Actif et Passif

	Net au 31/12/17	Net au 31/12/16
PASSIF		
Capital social ou individuel	1 360 800	1 360 800
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	5 473 532	5 473 532
Réserve légale	136 080	136 080
Autres réserves	12 335 916	11 820 510
Report à nouveau	194 770	194 770
Résultat de l'exercice	1 237 435	515 406
TOTAL CAPITAUX PROPRES	20 738 533	19 501 098
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	1 012 611	425 271
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	1 012 611	425 271
Emprunts	9 672 616	10 178 246
Découverts et concours bancaires	336	12 310
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	9 672 952	10 190 556
Emprunts et dettes financières diverses - Associés	100	961 363
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	24 998	39 087
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 908 626	2 732 710
Personnel	854 173	844 650
Organismes sociaux	840 545	857 225
Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires	551 884	463 766
Autres dettes fiscales et sociales	386 260	213 958
Dettes fiscales et sociales	2 632 862	2 379 598
Autres dettes	61 431	96 676
TOTAL DETTES	15 300 969	16 399 991
Ecarts de conversion - Passif		416 196
TOTAL PASSIF	37 052 113	36 742 556



Mission non normalisée



[Signature]


Compte de résultat 1/2

	France	Exportations	31/12/2017	31/12/2016
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises				
Production vendue (biens)	30 074 830	4 231 494	34 306 324	32 946 185
Production vendue (services)	62 243	31 413	93 656	87 207
Chiffre d'affaires net	30 137 073	4 262 907	34 399 980	33 033 392
Production stockée			-90 690	681 244
Production immobilisée			32 393	13 671
Subventions d'exploitation			2 229 327	1 884 712
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges			12 824	45 599
Autres produits			36 583 834	35 658 617
Total produits d'exploitation (I)				
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises				
Variations de stock			8 059 892	8 537 050
Achats de matières premières et autres approvisionnements			-3 226	-47 974
Variations de stock			10 921 841	10 946 506
Autres achats et charges externes (a)			1 131 939	1 140 109
Impôts, taxes et versements assimilés			7 816 555	7 357 273
Salaires et traitements			2 887 919	2 746 476
Charges sociales				
Dotations aux amortissements et dépréciations :				
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements			911 878	1 014 163
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations			410 000	
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			2 128 345	2 068 210
- Pour risques et charges : dotations aux provisions			196 990	78 000
Autres charges			148 972	138 953
Total charges d'exploitation (II)			34 611 104	33 978 765
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			1 972 730	1 679 852
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers				
De participation (3)			266 043	420 875
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				536
Autres intérêts et produits assimilés (3)			11 830	13 009
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				1 288
Différences positives de change			24 040	13 327
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total produits financiers (V)			301 913	449 035
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions			2 288	34 113
Intérêts et charges assimilées (4)			390 617	311 700
Différences négatives de change			31 143	11 648
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total charges financières (VI)			424 048	357 461
RESULTAT FINANCIER (V-VI)			-122 136	91 574
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)			1 850 595	1 771 426

Mission non normalisée



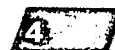


 Compte de résultat 2/2

	31/12/2017	31/12/2016
Produits exceptionnels		
Sur opérations en capital	330 925,00	149 917,57
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges	254 769,00	
Total produits exceptionnels (VII)	585 694,00	149 917,57
Sur opérations de gestion	94 957,92	1 162 794,05
Sur opérations en capital	636 786,17	
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	456 176,54	467 852,79
Total charges exceptionnelles (VIII)	1 187 920,63	1 630 646,84
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	-602 226,63	-1 480 729,27
Impôts sur les bénéfices (X)	10 933,00	-224 709,00
Total des produits (I+III+V+VII)	37 471 440,89	36 257 570,00
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	36 234 005,70	35 742 164,28
BENEFICE OU PERTE	1 237 435,19	515 405,72
- Redevances de crédit-bail mobilier	3 301,74	204,16
(3) Dont produits concernant les entités liées	273 238,46	420 875,00
(4) Dont intérêts concernant les entités liées	9 095,95	31 649,00



Mission non normalisée



COMPTES ANNUELS

2017

Période du 01/01/2017 au 31/12/2017

Annexes



AGI CONSEIL
Expertise comptable

Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SAS COTELAC

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2017, dont le total est de 37 052 113 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 1 237 435 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2017 au 31/12/2017.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 16/03/2018 par les dirigeants de l'entreprise.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2017 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2016-07 du 4 novembre 2016 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Application du règlement 2016-05 relatif aux actifs incorporels :

Les fonds commerciaux comptabilisés au bilan sont assimilés à des droits au bail du fait que la quasi totalité des rachats de boutique se fait par rapport à leur emplacement et non par rapport à leur rentabilité passée ou future.

Ces droits au bail font l'objet d'un test de dépréciation uniquement si un indice de perte de valeur a été identifié.

L'indice de perte de valeur est réalisé sur une approche multicritère objective reposant notamment sur un multiple de CA et un rapprochement des performances économiques de chaque boutique. L'examen est sujet à appréciation et interprétation par le dirigeant en fonction d'autres critères internes et externes.

Sur l'exercice 2017, suite à un indice de perte de valeur, il a été procédé à un test de dépréciation sur la boutique de Paris CHERCHE MIDI.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Mission non normalisée



Règles et méthodes comptables

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Agencements des constructions : 10 à 20 ans
- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine. L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur. Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué : la valeur nette comptable de l'actif immobilisé est comparée à sa valeur actuelle. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière, si l'actif continue à être utilisé, est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation. Toutefois, lorsque la valeur actuelle n'est pas jugée notablement, c'est à dire de manière significative, inférieure à la valeur nette comptable, cette dernière est maintenue au bilan. La comptabilisation d'une dépréciation modifie de manière prospective la base amortissable de l'actif déprécié.

Fonds commercial

Dans le cadre de l'application du règlement ANC n°2015-06, l'entreprise considère que l'usage de son fonds commercial n'est pas limité dans le temps. Un test de dépréciation est effectué en comparant la valeur nette comptable du fonds commercial à sa valeur vénale ou à la valeur d'usage. La valeur vénale est déterminée suivant des critères de rentabilité économique, d'usages dans la profession. Une provision pour dépréciation est comptabilisée le cas échéant.

Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du coût moyen pondéré. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est prise en compte lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Mission non normalisée





Règles et méthodes comptables

Frais d'émission des emprunts

Les frais d'émission des emprunts sont pris en compte immédiatement dans les charges de l'exercice.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Opérations en devises

Lors d'acquisition d'actif en monnaie étrangère, le taux de conversion utilisé est le taux de change à la date d'entrée ou, le cas échéant, celui de la couverture si celle-ci a été prise avant l'opération. Les frais engagés pour mettre en place les couvertures sont également intégrés au coût d'acquisition.

Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en écart de conversion.

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques, en totalité suivant les modalités réglementaires.

Engagement de retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Les engagements correspondants font l'objet d'une mention intégrale dans la présente annexe.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 2,1 %
- Taux de croissance des salaires : 1,5 %
- Age de départ à la retraite : 67 ans
- Taux de rotation du personnel : 10 %
- Table de taux de mortalité : (table INSEE TD 88-90)

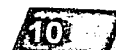
Crédit d'impôt compétitivité et emploi

Le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) correspondant aux rémunérations éligibles de l'année civile 2017 a été constaté pour un montant de 427 542 euros. Conformément à la recommandation de l'Autorité des normes comptables, le produit correspondant a été porté au crédit du compte 649 - Charges de personnel - CICE.

Le produit du CICE comptabilisé au titre de l'exercice vient en diminution des charges d'exploitation et est imputé sur l'impôt sur les sociétés dû au titre de cet exercice.



Mission non normalisée



3/2017



 **Faits caractéristiques****Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable**

En date du 30 novembre 2017, la société a absorbé sa filiale SCI DES 2 LACS avec effet rétroactif au 1er janvier 2017.

L'opération a généré un vrai mali de fusion, non déductible, pour 345 k€.

Considérant que la valeur des titres de la SCI dans les comptes de COTELAC pouvait être assimilée à la valeur vénale du bâtiment, sur ces 345 k€, 235 k€ ont été affectés en exceptionnel, en contrepartie du prix de cession du bâtiment des Neyrolles cédé pour 250 k€ (détenu initialement par la SCI DES 2 LACS), de manière à neutraliser le caractère exceptionnel de cette cession.

Le solde a été comptabilisé en charge financière, soit 110 k€.

Depuis le 1er janvier 2017, les gains et pertes de change sur créances et dettes à caractère commerciales sont comptabilisés en résultat d'exploitation et non en résultat financier.

Sur l'exercice, les gains et pertes de change constatés proviennent de la conversion des comptes bancaires en devise et restent donc comptabilisés en résultat financier.

En fin d'exercice, la conversion des dettes et créances de nature commerciale au cours de clôture a généré un écart de conversion actif pour 197 k€.

Cet écart a fait l'objet d'une provision pour perte de change dont la dotation a été comptabilisée en résultat d'exploitation.



Mission non normalisée



Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentatio	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement	14 578 862	577 569	306 714	14 849 717
- Fonds commercial	601 929	54 748		656 677
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	15 180 791	632 317	306 714	15 506 394
Immobilisations incorporelles				
- Terrains	14 126	15 219	15 219	14 126
- Constructions sur sol propre		631 959	631 959	
- Constructions sur sol d'autrui	1 717		1 717	
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	566 275	12 481		578 756
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	572 683	35 088		607 770
- Installations générales, agencements aménagements divers	11 983 192	442 882	522 554	11 903 521
- Matériel de transport	314 442	98 691	118 521	294 613
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	597 615	35 779	33 205	600 189
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	14 050 050	1 272 099	1 323 174	13 998 975
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	590 478	15	513 424	77 070
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	961 017	14 477	35 021	940 473
Immobilisations financières	1 551 495	14 492	548 445	1 017 542
ACTIF IMMOBILISE	30 782 336	1 918 909	2 178 333	30 522 912



Mission non normalisée

12



Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions	632 317	640 140	14 492	1 286 950
Apports		631 959		631 959
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice	632 317	1 272 099	14 492	1 918 909
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions	306 714	765 700	548 445	1 620 859
Scissions				
Mises hors service		557 474		557 474
Diminutions de l'exercice	306 714	1 323 174	548 445	2 178 333

Immobilisations incorporelles

Fonds commercial

	31/12/2017
Éléments achetés	
Éléments réévalués	7 364 944
Éléments reçus en apport	
Total	7 364 944

Les fonds de commerce inscrits à l'actif sont évalués à leur valeur vénale.

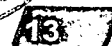
Dans les faits, comme évoqué en début d'annexe, ceux-ci sont assimilés à des droit au bail.

Les valeurs estimées de "marché" de ces droits au bail sont au moins égales aux valeurs nettes comptables en dehors du fonds de Paris CHERCHE MIDI qui a fait l'objet d'une dépréciation.

Dépréciation du fonds commercial : 410 000 euros

La dépréciation sur fonds commercial s'élève à 410 000 € et concerne la boutique de Paris CHERCHE MIDI.
La dépréciation s'appuie sur une évaluation de la valeur du droit au bail effectuée par un expert indépendant.

Mission non normalisée



[Signature]



Notes sur le bilan

Immobilisations financières

Liste des filiales et participations

Renseignements détaillés sur chaque titre

	Capital	Capitaux propres (autres que le capital)	Quote-pa du capita détenue	Résultat du dernier exercice clo
- Filiales (détenues à + 50 %)				
COTELAC HISPANIA 08007 BARCELONA	60 102	-500 991	100,00	56 162
COTELAC JAPAN YK 99999 OSAKA 583-0007	37 801	498 137	100,00	158 675
COTELAC BELGIUM 1000 BRUXELLES	20 000	-174 418	100,00	19 003
EURL ELLAC 44000 NANTES	5 000	-12 508	100,00	17 711
US COTE 99999 SEATTLE WA 98101	34 114	-1 280 075	100,00	31 161
- Participations (détenues entre 10 et 50 %)				

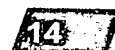
Renseignements globaux sur toutes les filiales

	Valeur comptable Brute	Valeur comptable Nette	Montant des prêts et avances	Cautions et avals	Dividendes encaissés
- Filiales (détenues à + 50 %)	76 916	42 804	910 544		266 043
- Participations (détenues entre 10 et 50 %)					
- Autres filiales françaises					
- Autres filiales étrangères					
- Autres participations françaises					
- Autres participations étrangère					

Les chiffres communiqués sur les filiales sont en €.

Les chiffres sont relatifs à ceux utilisés pour les comptes consolidés du groupe.

Mission non normalisée



Handwritten signature



Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentatio	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	570 630	36 474		607 105
Immobilisations incorporelles	570 630	36 474		607 105
- Terrains				
- Constructions sur sol propre		631 959	631 959	
- Constructions sur sol d'autrui	1 717		1 717	
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	526 076	19 855		545 931
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	504 105	37 276		541 381
- Installations générales, agencements aménagements divers	10 145 337	749 718	519 541	10 375 514
- Matériel de transport	141 960	57 644	50 566	149 038
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	550 320	31 072	33 205	548 187
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	11 869 514	1 527 524	1 236 987	12 160 050
ACTIF IMMOBILISE	12 440 145	1 563 998	1 236 987	12 767 155

Mission non normalisée





Notes sur le bilan

Actif circulant

Stocks

Les flux s'analysent comme suit :

	A la fin de l'exercice	Au début de l'exercice	Augmentatio des stocks	Diminution des stocks
Marchandises				
Marchandises revendues en l'état				
Approvisionnements				
Matières premières	1 123 453	1 120 227	3 226	
Autres approvisionnements				
Total I	1 123 453	1 120 227	3 226	
Production				
Produits intermédiaires				
Produits finis	10 951 873	11 042 563		90 690
Produits résiduels				
Autres				
Total II	10 951 873	11 042 563		90 690
Production en cours				
Produits				
Travaux				
Etudes				
Prestations de services				
Autres				
Total III				
Production stockée				90 690

Les produits en cours de production sont évalués à leur coût de production.

Les produits finis sont évalués à leur prix de revient.

La méthode de valorisation n'a pas été modifiée par rapport à l'exercice précédent.

Mission non normalisée



16



Signature



Notes sur le bilan

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 7 592 429 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	940 473		940 473
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	3 779 657	3 779 657	
Autres	2 297 475	2 297 475	
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	574 825	574 825	
Total	7 592 429	6 651 957	940 473
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Clients - Factures à établir	40 498
Fournisseurs AAR	28 227
Divers Produits à recevoir	30 146
Total	98 871

Mission non normalisée



 Notes sur le bilan

Dépréciation des actifs

Dépréciation des immobilisations

Fonds commercial / Droit au Bail Paris CHERCHE MIDI :

Une évaluation du droit au bail a été réalisée par un expert indépendant.

Le FDS COMMERCIAL rattaché a été déprécié de 410 000 € pour tenir compte de cette évaluation.

Titres US COTE :

Situation nette négative depuis plusieurs exercices.

Suite aux efforts réalisés, la marge opérationnelle est devenue positive en 2017.

Par prudence, la provision pour dépréciation sur les titres de participation a été maintenue.

Ces remarques viennent en complément de celles formulées pour la dépréciation du fonds commercial.

Dépréciation des stocks

Les stocks font l'objet d'une dépréciation à hauteur de 2 031 120 euros.

Les stocks et en cours font l'objet d'une dépréciation par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la date de clôture de l'exercice.

Les provisions sont déterminées en fonction de l'ancienneté et de l'historique d'écoulement des deux dernières saisons.

Les coefficients de dépréciation n'ont pas été modifiés par rapport à l'exercice précédent.

Dépréciation des créances

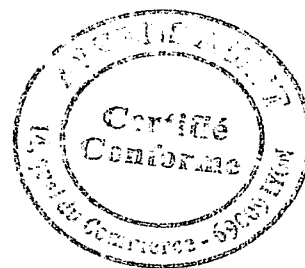
Les créances font l'objet d'une dépréciation à hauteur de 111 602 euros.

Pour rappel, il avait été procédé à un abandon de créance de 1 043 544 € au profit de la filiale US COTE en fin d'exercice 2016 afin d'assainir sa situation financière et limiter l'exposition au risque de non recouvrement chez COTELAC.

Cet abandon est assorti d'une clause de retour à meilleure fortune.

Les comptes de la filiale US se redresse mais ne permettent toujours pas de faire appliquer cette clause.

Mission non normalisée



18



Notes sur le bilan

Capitaux propres

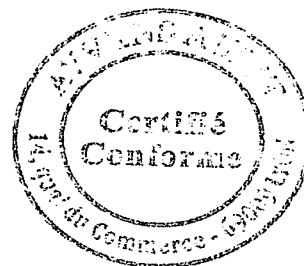
Composition du capital social

Capital social d'un montant de 1 360 800,00 euros décomposé en 68 040 titres d'une valeur nominale de 20,00 euros.

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisée de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges	425 271	445 119	54 769		815 621
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change		196 990			196 990
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges					
Total	425 271	642 109	54 769		1 012 611
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		196 990			
Financières					
Exceptionnelles		445 119	54 769		



Mission non normalisée



[Signature]



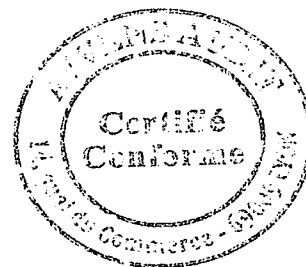
Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 15 275 971 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un a	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	336	336		
- à plus de 1 an à l'origine	9 672 616	1 673 960	6 412 230	1 586 426
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 908 626	2 908 626		
Dettes fiscales et sociales	2 632 862	2 632 862		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	61 531	61 531		
Produits constatés d'avance				
Total	15 275 971	7 277 315	6 412 230	1 586 426
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice	1 067 386			
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	1 571 489			
(**) Dont envers les associés	100			



Mission non normalisée





Notes sur le bilan

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs FNP	307 624
Interet Caurus	31 302
Provision CP en cours	396 868
Provision CP ecoules	254 268
Provision RTT	1 747
Personnel - Charges a Payer	102 045
Provision Heures Recuperation	18 530
Provision Prime Precarite	29 168
CS / Provision CP en cours	155 384
CS / Provision CP ecoules	101 707
CS / Provision RTT	968
Charges Sociales / Personnel CAP	40 818
CS / Prov Heures recuperation	7 412
CS / Prov Prime precarite	11 667
Etat Charges a Payer	173 908
Total	1 633 415

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges Constatees d avance	574 825		
Total	574 825		

Mission non normalisée





Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires

Répartition par marché géographique

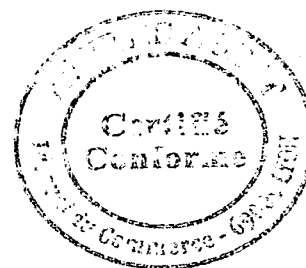
	31/12/2017
Ventes de marchandises France	30 074 331
Ventes de marchandises UE	1 001 147
Ventes de marchandises export	3 237 702
Prestations de services Export	62 243
Autres produits France	24 557
TOTAL	34 399 980

Charges et Produits exceptionnels

Résultat exceptionnel

Résultat exceptionnel

	31/12/2017	31/12/2016
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital	330 925	149 918
Reprises sur provisions et transferts de charge	254 769	
Total des produits exceptionnels	585 694	149 918
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	94 958	1 162 794
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	636 786	
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	456 177	467 853
Total des charges exceptionnelles	1 187 921	1 630 647
Résultat exceptionnel	-602 227	-1 480 729



Mission non normalisée





Notes sur le compte de résultat

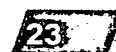
Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Pénalités, amendes fiscales et pénales	404	
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	94 553	
Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	636 786	
Amortissements des immobilisations	11 057	
Provisions pour risques et charges	445 119	
Produits des cessions d'éléments d'actif		330 750
Autres produits		175
Provisions pour risques et charges		54 769
Provisions pour dépréciation		200 000
TOTAL	1 187 921	585 694

Résultat et impôts sur les bénéfices

	Montant
Base de calcul de l'impôt	
Taux Normal - 33 1/3 %	39 841
Taux Normal – 28 %	
Taux Réduit - 15 %	
Plus-Values à LT - 15 %	
Concession de licences - 15 %	
Contribution locative - 2,5 %	
Crédits d'impôt	
Compétitivité Emploi	427 542
Crédit recherche	
Crédit formation des dirigeants	
Crédit apprentissage	
Crédit famille	
Investissement en Corse	
Crédit en faveur du mécénat	2 348
Autres imputations	

Mission non normalisée





 Notes sur le compte de résultat

Ventilation de l'impôt

	Résultat avant Impôt	Impôt correspondant (*)	Résultat après Impôt
+ Résultat courant (**)	1 423 053	-425 395	1 848 448
+ Résultat exceptionnel	-602 227	8 786	-611 013
- Participations des salariés			
Résultat comptable	820 826	-416 609	1 237 435
(*) comporte les crédits d'impôt (et à ce titre le CICE)			
(**) Majoré du montant du CICE			
(montant repris de la colonne "Impôt correspondant")			



Mission non normalisée

24

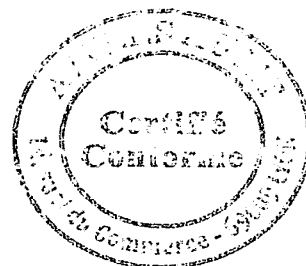


Notes sur le compte de résultat

Accroissements et allègements de la dette future d'impôt

La situation fiscale latente, compte tenu d'un taux d'impôt sur les sociétés valorisé à 28 % à hauteur de 500 000 € et 33 1/3 % au-delà, fait ressortir une créance future d'un montant de 62 039 euros. Ce montant ne tient pas compte d'un éventuel paiement de la contribution sociale sur les bénéfices.

	Montant
Accroissements de la dette future d'impôt	
Liés aux amortissements dérogatoires	
Liés aux provisions pour hausse des prix	
Liés aux plus-values à réintégrer	
Liés à d'autres éléments	
A. Total des bases concourant à augmenter la dette future	
Allègements de la dette future d'impôt	
Liés aux provisions pour congés payés	
Liés aux provisions et charges à payer non déductibles de l'exercice	221 569
Liés à d'autres éléments	
B. Total des bases concourant à diminuer la dette future	221 569
C. Déficits reportables	
D. Moins-values à long terme	
Estimation du montant de la créance future	62 039
Base = (A - B - C - D)	
Impôt valorisé au taux de 28 % à hauteur de 500 000 € et 33 1/3 % au-delà	



Mission non normalisée

25



Autres informations

Effectif

Effectif moyen du personnel : 247 personnes dont 6 handicapés.

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	26	
Agents de maîtrise et techniciens	94	
Employés	127	
Ouvriers		
Total	247	

L'effectif moyen sur 2017 a été de 247 salariés contre 249 en 2016

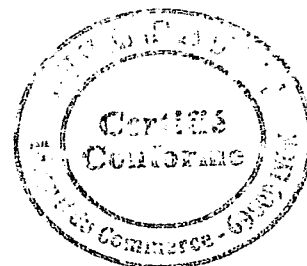
Identité de la société mère consolidant les comptes de la société

Dénomination sociale : PPO

Forme : SAS
SIREN : 531589281

Au capital de : 10 640 092 euros

Adresse du siège social :
ZA EN PRAGNAT NORD - 01500 AMBERIEU EN BUGEY



Mission non normalisée

26



Autres informations

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
Nantissement des fonds de commerce sur emprunts. Capital restant du	5 645 074
Garanties bancaires pour paiement à 1ère demande relative à certains baux commerciaux	149 000
Autres engagements donnés	5 794 074
Total	5 794 074
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	

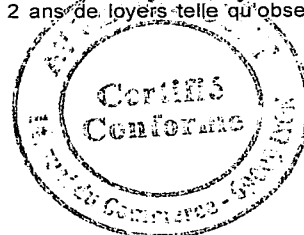
Autres opérations non inscrites au bilan

Opérations non inscrites au bilan (détail par nature)

Engagements réciproques sur baux commerciaux.

Objectif commercial

La société a signé de nombreux baux commerciaux pour l'ensemble de ces établissements. Il existe donc un engagement réciproque entre la société et les bailleurs pour l'occupation des locaux et le paiement des loyers jusqu'au prochain renouvellement. Le montant de l'engagement est déterminé sur la base de l'évaluation détaillée faite en 2015, ce montant représentant en moyenne 2 années de loyers. L'actualisation détaillée n'ayant pas pu être faite en 2017, le montant de l'engagement a été estimé à 7,2 M€ en 2017 (sur la base de 2 ans de loyers telle qu'observée en 2015).



Mission non normalisée



[Signature]

Autres informations

Engagements reçus

	Montant en euros
Plafonds des découverts autorisés	
Cautions PPO sur emprunt SG 620 K€	200 000
Avals et cautions	200 000
Garantie fonds national sur emprunt OSEO	760 000
Garantie BPI sur emprunt 500 k€ SG	110 228
Clause de retour à meilleure fortune - Créance US COTE	1 043 544
Autres engagements reçus	1 913 772
Total	2 113 772
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	1 043 544
Les participations	
Les autres entreprises liées	200 000
Engagements assortis de suretés réelles	

Pour rappel, il avait été procédé à un abandon de créance de 1 043 544 € au profit de la filiale US COTE en fin d'exercice 2016.
Cet abandon est assorti d'une clause de retour à meilleure fortune.
Les comptes de la filiale US se redresse mais ne permettent toujours pas de faire appliquer cette clause.

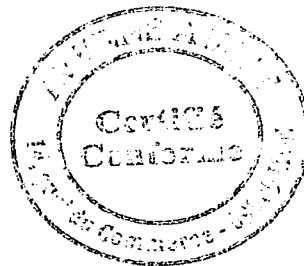
Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 516 885 euros

Crédit d'impôt compétitivité et emploi

Le CICE a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises à travers notamment des efforts en matière d'investissement, de reconstitution du fonds de roulement.

Mission non normalisée





COTELAC
 SAS AU CAPITAL DE 1 360 800 €
 SIEGE SOCIAL : RUE DU PROFESSEUR LUC MONTAGNIER
 ZA EN PRAGNAT NORD
 01500 AMBERIEU EN BUGEY
 378 239 974 RCS BOURG EN BRESSE

RESOLUTION RELATIVE A L'AFFECTATION

DES RESULTATS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2017

VOTEE PAR L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 28 MAI 2018

Conformément à l'affectation du résultat proposée par le Président, la résolution suivante a été adoptée par l'assemblée générale :

TROISIEME RESOLUTION : AFFECTATION DES RESULTATS

1 - L'assemblée générale, sur la proposition du Président, décide d'affecter les résultats comme suit :

- Dividendes aux actionnaires 1 237 435 €
 TOTAL EGAL AU RESULTAT DE L'EXERCICE 1 237 435 €

Le dividende global revenant à chaque action est ainsi fixé à 18,19 € et sera mis en paiement dans les délais impartis par la loi.

Pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France, ce dividende est assujéti à l'imposition forfaitaire unique au taux global de 30 %, sauf si elles optent à l'imposition de ces revenus au barème progressif de l'impôt sur le revenu. Dans ce dernier cas, l'intégralité du montant ainsi distribué sera éligible à la réfaction de 40 % résultant des dispositions de l'article 158 3-2° du Code général des impôts (CGI).

2 - Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du CGI, le tableau ci-après fait état du montant des dividendes et autres revenus distribués au titre des trois exercices précédents ainsi que leur éventuelle éligibilité au à la réfaction de 40 % résultant des dispositions de l'article L158 3-2° du CGI bénéficiant, le cas échéant, aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France.

EXERCICE CLOS LE :	Revenus éligibles à la réfaction résultant de l'article 158 3-2°		Revenus non éligibles à la réfaction résultant de l'article 158 3-2°	
	Dividendes	Autres revenus	Dividendes	Autres revenus
31/12/2016	-			
31/12/2015	-			
31/12/2014	35,27			

Le Président

